

Martigues, le 9 juin 2005

**RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES  
INSTALLATIONS CLASSEES  
Avis de Recevabilité**

**Objet** : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.  
Réglementation des carrières.  
Demande d'autorisation concernant l'exploitation d'une carrière sur la commune d'Istres.

**Pétitionnaire** : S.N.C. T.P PROVENCE  
Quartier Prignan – B.P. 35  
13802 – ISTRES Cedex -

**Ref.** : Transmission préfectorale du 25 mai 2005 reçue le 3 juin 2005.  
*Dossier suivi par Madame BRUNO.*

Par transmission visée en référence, M. le Préfet des Bouches du Rhône, nous communique pour examen et avis sur la recevabilité, le dossier présenté par la Société T.P PROVENCE S.N.C. en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation de sa carrière alluvionnaire sise « Quartier Prignan » sur la Commune d'Istres.

**I - HISTORIQUE**

L'exploitation de la carrière du « Prignan » a commencé en 1981. C'est le 16 novembre 1995 que le Directeur de la S.N.C. T.P. PROVENCE a fait connaître en préfecture qu'il reprenait à son compte l'autorisation accordée à son prédécesseur, le Directeur de la S.A.T.P.P. (Société Anonyme de Travaux Publics et Particuliers) par arrêté n° 92-12C du 20 janvier 1992 pour une période de 14 années.

L'autorisation arrive donc à échéance fin janvier 2006.

Elle vaut pour une production annuelle maximale de 250 000 tonnes, dont 10 000 tonnes peuvent être commercialisées en tout venant.

La puissance de l'installation de concassage/criblage étant de l'ordre de 100 kW, l'activité est soumise à simple déclaration.

## **II - LA DEMANDE**

La Société T.P.PROVENCE réserve la production de sa carrière aux besoins propres de son activité de B.T.P.

La demande est donc ajustée à ces besoins et concerne :

- 1) Le renouvellement pour une durée de 18 ans avec une production annuelle moyenne de 75 000 tonnes limitée en pointe à 120 000 tonnes pour répondre à un éventuel besoin exceptionnel pour un gisement exploitable d'environ 1 320 000 tonnes.
- 2) L'extension sur des terrains foncièrement maîtrisés d'environ 6 hectares faisant passer la superficie autorisée de 30 à 36 hectares.
- 3) L'exploitation d'un centre de stockage de matériaux inertes.
- 4) L'exploitation d'un forage de débit inférieur à 8 m<sup>3</sup>/h non classable au regard de la rubrique 1.1.1. de la loi sur l'eau.

Le fond d'exploitation restera calé à 2 m au-dessus des plus hautes eaux, soit 24 m NGF.

## **III - CLASSEMENT**

Cette demande est visée aux rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées :

<b>n° de la Rubrique</b>	<b>Désignation de l'activité</b>	<b>Nature et volume des activités exercées</b>	<b>Régime</b>	<b>Rayon d'affichage</b>
2510-1°	Exploitation de carrières	Exploitation d'une carrière pour une emprise cadastrale de 36 ha et une production moyenne de 75 000 t/an	A	3 km
2517	Station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant : 2. supérieure à 15 000 m <sup>3</sup> , mais inférieure ou égale à 75 000 m <sup>3</sup>	Stockage de matériaux > 15 000 m <sup>3</sup> et < 75 000 m <sup>3</sup>	D	
2515	La puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW.	Une installation de traitement de matériaux de 100 kW. Une centrale à béton de 30 kW	D	

Le dossier est présenté dans les formes prévues par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. Les informations et pièces demandées aux articles 2 et 3 du décret existent au dossier.

#### **IV - PROCEDURE ADMINISTRATIVE**

Le dossier étant complet, il peut être soumis à l'enquête publique et à l'avis des services concernés ainsi qu'à l'avis des conseils municipaux des communes touchées par le rayon d'affichage de 3 km, à savoir :

- ✓ Istres → Commune d'implantation
- ✓ Saint Martin de Crau

Le service en charge de la police de l'eau est la D.D.A.F.

#### **V - CONCLUSION**

Le présent rapport est à transmettre à M. le Préfet des Bouches du Rhône – Direction des Collectivités Locales et du Cadre de Vie – Bureau de l'Environnement, pour mise en place de la procédure d'enquête publique et de consultation des services, comme suite à sa transmission référencée.